

ÉDUCATION

CAHIER G

ÉCOLE PUBLIQUE

LE DEVOIR



Une semaine
pour rendre hommage
à Paul Gérin-Lajoie
Page 2



Antonine
a célébré en juin
ses **50 ans**
d'enseignement
Page 3

L'école publique
est-elle vraiment
accessible
à tous?
Page 4

Pour le bien de tous!

La Magna Carta québécoise a pour domaine l'éducation

Ils en étaient fiers, ces hommes et femmes politiques qui, à l'automne de 1961, donnaient au Québec une grande charte, celle de l'éducation. Depuis, l'école québécoise n'est plus une école de «rang», mais une école qui a pour mandat de préparer les jeunes et les moins jeunes à vivre dans un monde en évolution, que cette ère soit celle d'avant ou d'après la mondialisation.

NORMAND THÉRIAULT

On sait la portée d'une charte: le parlementarisme à l'anglaise a d'ailleurs trouvé sa justification, défini son existence, en rappelant avec force, parfois avec guerre à l'appui, qu'en 1066 le pouvoir royal a été accepté à la condition expresse que la *Magna Carta* alors déposée servirait de balise à l'exercice de la souveraineté.

Au Québec, en l'an de grâce 1961, un geste similaire a eu lieu: l'Assemblée législative, devenue depuis l'Assemblée nationale, adopte une grande charte de l'éducation. Dans les faits, la portée première d'un tel geste consacrait le fait que l'école serait accessible à tous, et ce, sans frais.

Le rapport Parent qui allait suivre trois ans plus tard a mis en forme de tels principes. S'il y eut un écueil, ce fut dans la mesure où, sous les pressions des institutions existantes, le clergé en tête, l'école dite «privée», des pensionnats aux collèges classiques, conserverait son droit d'existence. D'où le débat qui, 50 ans plus tard, perdure.

Sous-scolarisation

Et il y avait urgence d'agir en ce domaine, comme le rapporte un des acteurs majeurs de cette action d'éclat. Pour le sociologue Guy Rocher, un tel projet avait fait découvrir que l'héritage de Duplessis était calamiteux, indépendamment de ce que ce «cheuf» proclamait, pour qui le réseau scolaire québécois, ses cours d'économie familiale pour les jeunes filles en faisant la preuve, ce réseau était «le meilleur au monde».

«Pour moi, rappelle aujourd'hui Rocher, le grand scandale, dès le début, c'était d'apprendre que le Québec était l'une des provinces les moins scolarisées et que les francophones, au Québec, étaient une population sous-scolarisée.»

Il y eut donc action dans les années qui suivirent. Fini le temps où un simple diplôme de niveau primaire était une valeur admise pour décrire le bagage avec lequel un jeune pouvait vivre. Plus tard, l'arrivée des polyvalentes et des cégeps met fin à cette époque où il n'y avait qu'une solution de rechange unique au collège classique pour le niveau secondaire: s'il y aura toujours une filière de cours techniques, le réseau public aura aussi une voie ouverte qui mènera à l'université et aux études supérieures.

Conséquence de tout cela, dira aujourd'hui Rocher pour décrire cette introduction du Québec dans l'ère moderne: «C'est la grande clé qui a ouvert la Révolution tranquille et qui a fait que le Québec a été ce qu'il a été au cours des cinquante dernières années.»

Accessibilité

Les mesures législatives à elles seules ne transforment toutefois pas le monde. Que l'école soit ouverte n'a pas nécessairement pour résultat que tous et chacun veulent y entrer. Aussi, dire qu'il y a accessibilité signifie que le réseau scolaire doit être capable d'accueillir toute sa «clientèle» (car tel est le mot-clé qui essaime dans le discours politique pour décrire celui ou celle qui était auparavant un élève ou un étudiant ou une étudiante). On demande donc que les enseignants soient soutenus dans leur travail par toute une main-d'œuvre d'appoint, du psychorééducateur au conseiller en tout domaine.

Et il y a plus. Voilà que, pour boucler les budgets, les diverses commissions scolaires, et ce, à

la suite des directions des cégeps, se voient obligées d'imposer des frais annexes aux parents de ceux et celles qui fréquentent les établissements: il ne suffit plus de simplement équiper les élèves en papier, crayon, règle et gomme à effacer pour qu'en début d'année le cartable scolaire contienne tout ce qui est nécessaire pour devenir le parfait petit élève.

Fréquentation

Et aussi, pire, ce qui est gratuit est souvent dédaigné: le fléau du décrochage, même s'il n'est pas une exclusivité québécoise, sévit comme un virus pour lequel il semble n'y avoir aucun vaccin.

Et alors, sur la place publique, les inventeurs de solutions rapides se lancent à la poursuite des coupables: si on protège l'électorat potentiel, à bras raccourcis cependant on tombe sur les membres de la profession enseignante. Que notre société de consommation propose pour valeurs le plaisir simple et le loisir non gratifiant, on en fait fi, pour dire que, outre enseigner, en classe devrait se retrouver non pas un pédagogue mais quelqu'un qui soit à la fois psychologue, parent de remplacement et spécialiste en tout problème que peut rencontrer un jeune de 2 à 20 ans (ne congédie-t-on pas au hockey un instructeur qui n'est pas capable d'obtenir de ses joueurs qu'ils donnent soir après soir leur 110%?).

Mais l'école publique québécoise survit. Bien, même. Et qui entre dans ses locaux trouvera des femmes et des hommes qui se dévouent. Qui cherche trouvera cependant toujours, là comme ailleurs, qu'il y a matière parfois à discourir négativement, mais il devrait alors faire cependant la part des choses, décrire les «vices cachés» de nos sociétés et surtout discourir sur la perte de «valeurs» que génère un discours porté sur la simple consommation.

Car il y a preuve que le travail est exigeant pour qui professe: les jeunes enseignants débarquent toujours dans des classes, certes, mais il s'en trouvera plus d'un, quelques années plus tard, pour dire qu'il ne peut plus remplir la tâche.

Mais qui a dit que l'école devrait être nécessairement facile?



CHARLES PLATIAU REUTERS

Le Devoir L'école publique guide les jeunes à travers un monde en perpétuelle évolution.



DAMIEN MEYER AFP

L'enseignant est de nos jours non seulement un pédagogue, mais également un psychologue et un parent de remplacement.

5

ans de fierté

À faire la différence.

ensemble!

L'ÉDUCATION, on y travaille tous les jours.

www.lafae.qc.ca

LA FÉDÉRATION AUTONOME DE L'ENSEIGNEMENT C'EST 32 000 ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS ENGAGÉS.



ÉCOLE PUBLIQUE

Du 3 au 8 octobre 2011

Un lieu où on apprend à vivre ensemble

Une semaine pour célébrer l'école publique au Québec

Chaque année depuis maintenant trois ans a lieu à pareille date la Semaine de l'école publique organisée par la Fédération autonome de l'enseignement (FAE). On y célèbre l'école publique et on y honore les artisans qui y œuvrent. Cette année est particulière puisqu'on souligne également le 50^e anniversaire de la Grande Charte.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

Pour Pierre Saint-Germain, président de la FAE, la nécessité de créer une Semaine de l'école publique s'explique: «On se questionnait sur ce qu'on voit beaucoup dans les médias, c'est-à-dire, le plus souvent, des reportages négatifs au niveau de l'école publique. Quand on parle de l'école, c'est souvent pour faire ressortir ses travers et ses difficultés alors qu'en réalité, en y regardant de plus près, il y a près de 80 000 professeurs dans la province, 1 000 000 d'élèves et 3000 établissements scolaires, il ne peut pas qu'y avoir des choses difficiles qui se passent dans les écoles, et on trouvait important de contrebalancer un peu le discours.»

Loin de toujours voir tout en rose, Pierre Saint-Germain précise: «Si on fait partie de ceux qui dénoncent des situa-

tions difficiles dans les écoles, c'est parce qu'on souhaite aussi l'amélioration du système, et si on veut que ça s'améliore, même si nos gouvernements ne bougent pas, il faut prendre des moyens pour être entendu, donc, oui ça passe par des dénonciations publiques. Cependant, on a beau dire qu'il y a 25 % ou 30 % de décrochage, il y a aussi 75 % des élèves qui réussissent.»

Donc, la FAE voulait lancer un message positif. Que l'on se souvienne, il y a trois ans, lors de la création de la première Semaine de l'école publique, on entendait alors beaucoup parler de ces fameux palmarès des écoles qui posaient un regard très dur sur l'école publique.

La FAE a rajusté le tir et tente maintenant de contribuer à valoriser l'école publique ainsi que ceux qui y travaillent pour en améliorer l'image. Tous prendront ainsi conscience que l'école dans laquelle ils évoluent est une école de qualité et qu'il s'y fait plein de belles choses. «Les enfants produisent de belles réalisations, on a des jeunes qui se développent et qui s'émancipent comme dans le réseau privé. L'école publique fait son travail sans avoir les mêmes outils ni les mêmes moyens pour y arriver. L'école publique, il faut le rappeler, est une école qui est ouverte à tous, c'est une école inclusive. L'école publique c'est le reflet des réalités sociales, c'est le lieu où on apprend à vivre ensemble», ajoute Pierre Saint-Germain.

La porte-parole de l'événement pour une troisième année



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Un hommage sera rendu à Paul Gérin-Lajoie, ministre de l'Éducation à l'époque de la refonte du système d'éducation.

est Claire Pimparé. «C'est une personne très engagée, c'est quelqu'un de très dynamique, tout le monde connaît Claire Pimparé, mais au-delà d'être une personne dynamique et connue, c'est quelqu'un qui croit profondément à l'école publique, c'est une femme de cœur», s'enthousiasme Pierre Saint-Germain.

Chaque année, l'événement réussit le tour de force de décrire une trêve en réunissant des organismes qui, comme le souligne M. Saint-Germain, «ne sont pas nécessairement des alliés naturels». Tout ce que

compte le monde de l'éducation, syndicats, associations étudiantes, commissions scolaires, directeurs d'établissements, comités de parents, sera représenté d'une manière ou d'une autre.

Et tous s'engagent dans cette Semaine de l'école publique, des plus petits aux plus grands. «On va remettre une carte postale aux enfants du primaire et, dessus, ils vont écrire pourquoi ils aiment leur école. Cette carte sera ensuite remise à un adulte signifiant pour eux. C'est une manière d'amener les enfants à s'exprimer par rapport à leur école et pour les adultes, de rece-

voir ce message positif», a dit M. Saint-Germain. Du côté de la formation professionnelle et de l'éducation aux adultes, on s'est engagé en recevant une grande tournée des médias qui a visité divers centres de formation.

Hommage mérité

Cette année, la Semaine de l'école publique soulignera les cinquante ans de la Grande Charte de l'éducation. Elle est la mère de notre système d'éducation: «Le déclencheur, c'est cette Grande Charte, élément majeur du chantier amorcé par Paul Gérin-Lajoie, ministre de l'Éducation de l'époque. La Charte met les bases de l'école publique, ce projet d'école s'est raffiné avec le rapport Parent», rappelle M. Saint-Germain.

Comme chaque année, on soulignera la contribution d'une personnalité au monde de l'éducation. Après Lise Bissonnette et Brian Perro, on a pensé que l'année était merveilleusement choisie pour rendre hommage à Paul Gérin-Lajoie.

La valeur de cette fameuse Charte, qui date d'il y a cinquante ans, est-elle remise en question aujourd'hui? «On a mis en place un système où il y a l'école publique, soutenue par un réseau de commissions scolaires, c'est ce réseau qui est remis en question actuellement par plusieurs. Mais l'école publique en elle-même n'est pas remise en question, elle est toujours fragile parce qu'à partir du moment où l'État soutient également un réseau privé, ça fragilise constamment le réseau public. À partir du moment où on ne la finance pas à sa pleine mesure, où on ne lui donne pas les moyens de réaliser complètement sa mission, oui, ça remet, aux yeux de certains, en question sa capacité de répondre à sa mission», explique Pierre Saint-Germain.

Dans un contexte de coupes budgétaires, a-t-on encore les moyens de s'offrir une école publique gratuite et ouverte à tous? La question soulève un débat, et M. Saint-Germain rappelle que «c'est la question qu'une population doit se poser. Je pense que c'est ce vers quoi on devrait tendre, on devrait collectivement travailler à protéger l'école publique et à en assurer le développement. Sinon,

l'école publique va devenir l'école des moins bien nantis, l'école des rejetés de la société.»

Pourtant, bon an mal an, l'école publique continue d'accueillir des enfants issus de tous les milieux et de toutes les cultures. Elle ouvre ses portes à tous sans aucune discrimination et offre au Québec un magnifique outil de cohésion sociale. «Elle favorise le vivre-ensemble. Pour le Québec, où on a beaucoup d'immigration, elle permet d'entrevoir ce creuset que sera la société québécoise de demain. L'école permet aussi aux nouveaux arrivants de se familiariser avec nos coutumes, les valeurs québécoises, et de s'approprier la langue française», soutient M. Saint-Germain.

La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) a fêté en juin dernier son cinquantième anniversaire. La FAE est une fédération issue d'un mouvement de désaffiliation de la CSQ (Centrale des syndicats du Québec) et de la FSE (Fédération des syndicats de l'enseignement). En 2006, des conflits politiques internes ont mené ultimement au départ des neuf syndicats qui forment maintenant la Fédération.

La FAE compte aujourd'hui 32 000 membres, dont tous les enseignants de l'île de Montréal, les trois commissions scolaires francophones, les commissions scolaires de la région de Laval et des Basses-Laurentides, et dans l'ouest, la FAE représente les enseignants du secondaire dans la région de Vaudreuil, tous les enseignants de l'Outaouais et également ceux de la Haute-Yamaska ainsi que ceux de la région qui entoure Granby. Les enseignants représentés travaillent dans les secteurs du préscolaire jusqu'au secondaire, y compris l'éducation des adultes et la formation professionnelle. La FAE représente aussi les enseignants de deux établissements privés qui sont financés à 100 % par l'État. Ce ne sont pas des écoles sélectives, ce sont des écoles ultraspécialisées pour des élèves avec de lourds handicaps ou des problèmes de comportements très graves.

Collaboratrice du Devoir



SOURCE FAE

Pierre Saint-Germain

affilié à la



FÉDÉRATION AUTONOME DE L'ENSEIGNEMENT

Le SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT DE LA
POINTE-DE-L'ÎLE est fier de représenter

les **BÂTISSEUSES** et **BÂTISSEURS** DU FUTUR
depuis près d'un *demi siècle!*

www.sepi.qc.ca



SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT DE LA POINTE-DE-L'ÎLE
LE SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT DE LA POINTE-DE-L'ÎLE

...une organisation au service de ses membres

Tél. : **514.645.4536**
www.sepi.qc.ca

© 2011, Mélanie Jacques



Syndicat
de l'Enseignement
de l'Ouest
de Montréal

La fierté d'être prof!

Encore et toujours au cœur de l'école publique!

ÉCOLE PUBLIQUE

50 ans de passion

Ils et elles l'appellent « Madame Antonine »

Antonine Boily a célébré en juin dernier 50 années d'enseignement

Ses élèves l'appellent Madame Antonine. Elle aurait pu prendre sa retraite il y a 15 ans, en même temps que son conjoint, mais elle n'était pas prête. «Je sentais que j'allais mettre un moteur à terre quand il était bon pour continuer.» Et l'aventure se poursuit.

ANNE-LAURE JEANSON

En juin dernier, elle a fêté ses 50 ans de carrière, dont 27 ans passés à l'école J.-Jean-Joubert, à Laval. Au début de l'année, la directrice a présenté l'ensemble du corps enseignant. «En me présentant, elle a dit: "Voilà celle qui ne veut pas partir"», raconte Antonine Boily, avec le sourire.

Pour l'institutrice, enseigner, c'est chaque jour nouveau. Malgré son expérience, le niveau d'approche est toujours différente d'un groupe à l'autre et d'un élève à l'autre. Pour ceux qui ne veulent pas beaucoup apprendre, elle trouve une manière de les motiver. «On leur présente la magie de la matière, il faut que ça soit très imagé. Quand tu sens que ça embarque, que la motivation vient, tu as gagné ce grand défi.»

«Un professeur, c'est un acteur, dit-elle. S'il est dans son livre, il n'intéressera pas les jeunes. Mais s'il est capable de se dégager de son livre et de rendre la matière vivante en facilitant l'intégration, c'est merveilleux. Il va les avoir.»

Pour ça, il faut aimer son métier, «parce qu'il y a beaucoup à mettre sur ses épaules. Si tu n'as pas la passion, c'est trop exigeant. Ça vient vider les tripes», poursuit-elle.

Partir en croisière

Mme Boily organise sa classe de façon originale. Tel un conteur, elle affectionne la symbolique de la croisière. «Je dis toujours à mes élèves, qu'on fait une traversée: on découvre le monde.» Même en mathématiques, ils étudient les gros chiffres par le prisme de dix pays (population, superficie, monnaie). «Ils vont sur Internet et, tout de suite, ça les met au monde», déclare Mme Boily.

Les jeunes partent sur un bateau qu'ils auront au préalable baptisé. Cette année, ce sera *Le Condor*. Des capitaines sont élus tous les trois

mois, avec la responsabilité d'organiser une fête de l'amitié dans cinq ports choisis. Chacun donne alors, avec son équipage, une présentation en géographie lors de laquelle ils peuvent se costumer et déguster un mets du pays.

Les jeunes aspirants préparent leur discours. Cela rejoint ainsi le cours de communication. «C'est vraiment merveilleux d'entendre les petits textes qui sortent, avec à la fin un "Votez pour moi!", témoigne l'enseignante.

Lorsque des jeunes du secondaire viennent la voir pour lui demander conseil ou simplement la remercier, elle leur répond: «Ça se peut pas, je vous ai tellement donné de devoirs, puis de leçons, vous m'aimez quand même?» Ils rient. Ces témoignages sont une belle reconnaissance pour le maître. «Là, j'ai mon salaire», lance-t-elle.

Si un enfant cherche à connaître son âge, amusée, elle va lui donner un problème de mathématiques: $(7? + 4x5)$.

Développer des habiletés

L'enseignement est un art imparfait. On tente toujours d'en améliorer certains aspects. Aujourd'hui, l'approche est plus intégrante qu'auparavant. Elle force davantage le jeune à synthétiser, à aller chercher ses connaissances et à les utiliser correctement. «On voit des petites têtes qui jugent bien, qui sont capables d'apporter des hypothèses. Auparavant, quand on formait par mémorisation. On figeait un peu, tandis que là c'est l'ouverture.»

Les jeunes générations sont plus ouvertes qu'en 1960, estime Mme Boily, et sont stimulées par toutes les technologies qui les entourent. «Ce sont des jeunes qui seront créateurs, s'ils sont bien dirigés. Des jeunes qui changeront la société», croit l'enseignante.

Les méthodes d'apprentissage et la pédagogie évoluent rapidement. Chaque année, ces professionnels suivent environ une semaine de formation. Cela leur permet d'assimiler de nouvelles façons de faire, mais aussi d'aborder les problèmes de comportement de certains jeunes. «Aujourd'hui, en facilitant l'intégration, il y a de plus en plus de problèmes, de plus en plus gros. C'est une dimension nouvelle», constate Mme Boily.

Il peut y avoir un accompagnateur pour un enfant autiste, comme elle en a un cette année,



SOURCE/ANNE-LAURE JEANSON

Pour Antonine Boily, enseigner est un acte d'amour.

mais cela nécessite également une démarche et un savoir-faire du maître pour réagir. L'enseignant ne peut pas rester stagnant. Il doit s'ouvrir à tous ces nouveaux apprentissages.

Pour une jeune institutrice, cela peut être difficile. D'abord, il y a la précarité, puis elle peut être ballottée pendant plusieurs années au début. «Lorsque j'ai commencé au Saguenay, à 18 ans, on était repêché par les gens de la place, comme l'équipe de hockey», raconte celle dont la famille a fait de l'enseignement une vocation. Sur

cinq de ses sœurs, quatre ont enseigné.

«Notre profession voudrait être reconnue par la société au même titre que le médecin, insiste l'institutrice. On ne soigne pas le corps, mais on soigne tout le temps l'esprit et le devenir de l'enfant. Si la base n'est pas bien donnée, la suite risque d'être fautive.»

Enseigner en 2011, pour Antonine Boily, «c'est un grand acte, un acte créatif et un acte d'amour».

Collaboratrice du Devoir

Vos élus syndicaux sont fiers, dans le cadre de la troisième édition de la Semaine pour l'école publique, de saluer l'excellence du travail des enseignantes et enseignants.

Votre professionnalisme, votre engagement ainsi que votre passion sont la clé du succès de l'école publique et de la qualité des services qui y sont offerts.

Ainsi, nous affirmons fièrement que c'est grâce à votre dévouement que l'école publique est un lieu de réussite et de dépassement pour tous.

Bonne Semaine pour l'école publique!



Syndicat de l'Enseignement des Seigneuries



SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT DE LA HAUTE-YAMASKA



Syndicat de l'enseignement secondaire des Basses-Laurentides



Syndicat de l'enseignement de la Seigneurie-des-Mille-Îles (FAE)

ÉCOLE PUBLIQUE

Un réseau s'interroge

L'école publique est-elle vraiment accessible à tous ?

« L'accessibilité se resserre de plus en plus, que ce soit au niveau économique ou au niveau des critères d'admission »

Même si la loi sur l'instruction publique dit que l'école doit être accessible à tous sans frais, les familles se voient imposer des factures de toutes sortes depuis le milieu des années 1990. Aujourd'hui, les coûts varient de cent dollars à quelques centaines de dollars.

ANNE-LAURE JEANSON

Selon le conseiller aux communications de l'Alliance des professeures et professeurs de Montréal, Yves Parenteau, le réseau public remplit moins son mandat qu'auparavant. «L'accessibilité se resserre de plus en plus, que ce soit au niveau économique ou au niveau des critères d'admission.»

Les premières dépenses imposées allaient un peu de soi, comme pour le transport scolaire et les services de garde. «Cela restait raisonnable. C'était socialement accepté», dit-il. Mais, lorsque Lucien Bouchard est arrivé au pouvoir, en 1997, avec sa politique de déficit zéro, les frais directs se sont multipliés. On a commencé à demander aux parents de l'argent pour les photocopies, les cahiers d'exercices, les surveillances de dîners, les sorties éducatives et ainsi de suite.

Plus de 450 \$, c'est ce qu'a payé M. Parenteau pour inscrire sa fille dans un établissement secondaire public classique, cette année. «Si elle avait été dans une école au programme international, on m'aurait peut-être demandé 800 \$.»

Dans ces procédures, les professeurs sont souvent montrés du doigt par les familles, «mais eux aussi doivent déboursier de leur poche pour couvrir certains frais», note le président de l'Alliance, Alain Marois. Sa conjointe, qui enseigne les sciences dans

un établissement du Plateau Mont-Royal, à Montréal, achète ses produits elle-même pour mener des expériences sur le goût, car le matériel n'est pas suffisant.

La position du syndicat est sans équivoque. Il ne devrait y avoir aucuns frais pour les parents et l'école devrait être totalement gratuite du préscolaire jusqu'à l'université.

Vocation ou projet particuliers

Les écoles à vocation ou à projet pédagogique particuliers restreignent aussi l'accessibilité au réseau public, selon Yves Parenteau. D'un point de vue économique d'abord. Pour participer à un programme d'art dramatique, l'élève et sa famille doivent payer des frais supplémentaires de costumes et de déplacements.

«Cela peut être encore plus coûteux pour ceux qui sont, par exemple, dans un projet informatique ou musical, poursuit le conseiller. Cela nécessite presque automatiquement d'avoir son propre ordinateur ou son instrument.»

Une vaste consultation des membres de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) a débuté en 2010 sur la question des projets particuliers, notamment ceux dits d'éducation internationale. «Ils se multiplient, c'est épidémique», reconnaît M. Parenteau. Ces programmes sont-ils la seule façon — comme certains le pensent — d'éviter l'exode vers le privé ou n'est-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Depuis plusieurs années, l'importance de développer un sentiment d'appartenance, un lien avec les élèves qui ne soit pas académique, n'est plus à démontrer.

on pas en train de se créer de nouveaux problèmes? Les enseignants sont divisés.

L'accessibilité, dans le cas des écoles à vocation ou à projet particuliers, n'est pas uniquement économique, elle s'effectue aussi sur la base d'une sélection. Les commissions scolaires s'arrachent les cheveux. «On est les premiers à dire, au syndicat, qu'il ne faut pas que ce soit sélectif, mais qu'est-ce qu'on fait quand il y a 2000 élèves intéressés et qu'il n'y a que 200 places?», deman-

de M. Parenteau. Les méthodes sélectives varient: tirage au sort, premiers arrivés-premiers servis, examens ou tests de connaissance.

Enfin, selon le conseiller syndical, l'école à vocation particulière, comme l'école de cirque, devrait admettre la clientèle du quartier.

De quelle école publique parle-t-on ?

A contrario, le président de la Fédération nationale des enseignants et enseignantes du

Québec, Jean Trudelle, pense que tous les enfants ont le droit d'accéder à des projets particuliers. Les écoles devraient pouvoir développer des programmes spécifiques, sans faire de sélection.

«Dans les quartiers favorisés, une école peut demander [de l'argent] aux parents, ce qu'un établissement dans un quartier défavorisé ne peut pas faire. Pourtant, ce sont les écoles de ces quartiers qui en auraient le plus besoin», déclare M. Trudelle.

L'État devrait réguler ces choses-là et faire le nécessaire pour que tous les établissements puissent proposer un projet éducatif complet, poursuit-il. Depuis plusieurs années, l'importance de développer un sentiment d'appartenance, un lien avec les élèves qui ne soit pas académique, n'est plus à démontrer.

«Une véritable école publique de qualité, c'est un système scolaire qui offre à tout le monde un environnement, un milieu de vie, même dans les quartiers défavorisés. Les jeunes que l'école échappera sont promis à un bien sombre avenir», selon lui.

Restrictions

La présidente du Syndicat de l'enseignement de la région de Laval, Chantal Crochetière, reconnaît que, même si le réseau public est très accessible, certains établissements débordent. «Des jeunes doivent être transférés dans une autre école que celle de leur quartier. Ça arrive assez régulièrement. C'est très émotif quand ça se passe.»

Depuis deux ans, huit écoles situées dans des quartiers défavorisés de l'île Jésus ont, par ailleurs, perdu leur indice de défavorisation, car les calculs du ministère ont été modifiés. Cela se traduit par la suppression de certaines subventions de l'État et la fin du nombre d'élèves moins élevé par classe.

«Ça, c'est plus difficile, parce que ça reste des écoles qui sont dans des quartiers défavorisés. À Laval, il n'en reste que deux [qui reçoivent des aides], ce qui n'est pas logique», conclut Mme Crochetière.

Collaboratrice du Devoir

Éducation des adultes

Lorsque la francisation s'adapte à la réalité

Le Centre William-Hingston a plus d'une formule à offrir

Certains immigrants n'ont pratiquement pas fréquenté l'école dans leur pays d'origine. D'autres ont une famille à nourrir et ont besoin d'un travail au plus vite. Les élèves des centres de francisation de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) ont différents besoins. Pour y répondre, des initiatives ont été mises en place.

MARTINE LETARTE

Des femmes inscrites en francisation au Centre William-Hingston, dans le quartier Parc-Extension, font aussi une formation pour devenir aides-éducatrices en service de garde. Cette initiative est possible depuis six ans grâce à un partenariat avec le Centre Champagnat.

«Plusieurs femmes peu scolarisées en francisation gardaient déjà des enfants de façon informelle. Nous avons pensé leur donner accès à cette formation qui mène à un métier semi-spécialisé», indique Jean Dupont, directeur du Centre William-Hingston de la CSDM.

Au lieu de faire 30 heures de francisation par semaine, ces femmes en font 10. Les 20 autres heures sont consacrées à l'apprentissage du métier en français.

«Le programme complet de francisation du ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport (MELS) a six niveaux d'une durée de deux mois chacun. À partir du niveau 4 environ, elles en savent suffisamment pour être capables de faire la formation d'aides-éducatrices», affirme M. Dupont.

En plus de leur apprendre un métier, l'initiative permet d'éviter des abandons. «C'est souvent au niveau 4 que les immigrants cessent leur pro-

gramme de francisation pour essayer de se trouver du travail. L'apprentissage d'un métier est très motivant pour elles», remarque le directeur du Centre qui accueille environ 600 personnes en francisation.

Pourquoi ne pas offrir la possibilité d'apprendre d'autres métiers? «Nous souhaitons le faire. Le défi est de trouver des métiers qui conviennent avec de bons débouchés», affirme M. Dupont.

Il souhaite également que plus de mesures favorisent le passage des élèves en francisation vers les diplômes d'études professionnelles (DEP). «Il y a de petites choses qui se font, mais il faut rejoindre plus de gens. Ce qui est difficile pour eux, c'est le vocabulaire. Il y a souvent plusieurs termes techniques et c'est difficile à suivre. Ça prendrait plus de soutien. La CSDM cherche des solutions actuellement», affirme M. Dupont.

Francisation-alpha

La CSDM reçoit également plusieurs immigrants en francisation qui n'ont presque pas fréquenté l'école dans leur pays d'origine. «Ce n'est pas la même chose de franciser des gens qui sont presque analphabètes dans leur langue que des gens très scolarisés dans leur pays d'origine. Il faut adapter l'approche, le matériel pédagogique, le rythme, etc. Nous avons compris il y a plusieurs années que nous ne pouvions pas, avec ces gens-là, suivre le programme régulier du MELS», affirme M. Dupont.

La CSDM a donc développé pour ces personnes, il y a une quinzaine d'années, le programme francisation-alpha. «C'était une nécessité», affirme M. Dupont. Le MELS l'a réalisé et notre programme deviendra un programme officiel qui pourra être utilisé partout au Québec.

Collaboratrice du Devoir

Projets parascolaires à l'éducation des adultes

« Les jeunes décrocheurs ont besoin d'être mobilisés »

Des projets remarquables dans des écoles de Montréal

Les centres d'éducation des adultes sont pratiquement passés sous silence dans la société. On en parle également très peu dans les médias. Pourtant, des initiatives valent le détour.

MARTINE LETARTE

Il est 7h15. Des élèves commencent à arriver au Centre Saint-Paul de la Commission scolaire de Montréal (CSDM). Les cours commencent à 8h15, mais ils viennent pour travailler le bois avec Pierre Dubuc, un enseignant. Ils fabriquent du matériel didactique pour les enfants aveugles et autistes avec du bois récupéré.

«Nous faisons aussi des jouets éducatifs pour permettre aux enfants aveugles de jouer avec les autres enfants à l'école. Par exemple, nous avons fait un jeu de serpents et échelles en 3D», explique l'enseignant de chimie et de physique de 4^e et 5^e secondaire.

Toujours pour les aveugles, les élèves du Centre Saint-Paul enregistrent des contes en MP3. Les aveugles peuvent pratiquer leur braille grâce à ce support audio.

L'enseignant organise aussi des expositions de photos. «Je leur donne un thème. Par exemple, l'an dernier, c'était Saint-Henri d'hier à aujourd'hui. On avait des photos du quartier de 1940 et je leur demandais d'aller prendre une photo à la même place, avec le même angle. Cette année, je leur demanderai d'inclure dans leurs photographies des gens âgés du quartier», indique M. Dubuc.

«Nous faisons aussi des jouets éducatifs pour permettre aux enfants aveugles de jouer avec les autres enfants à l'école. Par exemple, nous avons fait un jeu de serpents et échelles en 3D», explique l'enseignant de chimie et de physique de 4^e et 5^e secondaire.

Fierté et motivation

Pierre Dubuc a toujours organisé bénévolement des activités du genre pour ses élèves. «Le principe, c'est d'avoir du fun. Moi j'ai du fun. Les élèves ont du fun. C'est ça, l'important», affirme-t-il.

Depuis 2005, ses activités ont pris beaucoup d'ampleur. «Pourtant, je n'ai jamais fait de publicité! Des élèves passent devant le local, ils se demandent ce qu'on fait. Le mot se passe. C'est comme ça que les gens embarquent», explique-t-il.

Le Centre Saint-Paul accueille des gens de 16 ans et plus en formation générale et en francisation. Pierre Dubuc accueille bon an mal an entre 25 et 30 élèves dans ses activités. Il affirme que ce sont surtout des gens de

20 ans et plus. «On dirait qu'il faut qu'ils aient réfléchi, qu'ils soient plus matures», précise-t-il.

Il constate que les activités sont une bonne source de motivation pour eux. «J'en ai une qui a commencé cette année à travailler le bois et elle me dit qu'elle vient à l'école juste pour ça. Les jeunes décrocheurs ont besoin d'être mobilisés. Il faut les allumer. Une fois qu'ils sont motivés, on peut leur faire faire n'importe quoi. Avec les projets, on a du fun, mais je leur dis que ce n'est pas une raison de ne pas être rigoureux. En classe, je suis très exigeant. Les absences et les retards, je ne tolère pas ça. Il faut être rigoureux dans la vie, et la rigueur, ça s'apprend.»

La réalisation de projets est également une source de fierté pour les élèves. «Nos élèves ont lâché l'école, précise M. Dubuc. Ils sont beaucoup jugés. Ce n'est pas, comme on dit, la crème de la crème qu'on retrouve ici. Des succès, ils n'en ont pas connu beaucoup dans leur vie. Réaliser des projets, ça leur donne du gaz pour passer à travers les bouts plus durs.»

Collaboratrice du Devoir



J'ai tout pour réussir au secondaire !

PORTES OUVERTES ET INSCRIPTION

Écoles secondaires | Du 17 au 28 octobre 2011

Date et horaire de chaque école :
csdm.qc.ca/portesouvertes

ILS IRONT LOIN



Commission scolaire de Montréal

ÉCOLE PUBLIQUE

Guy Rocher se souvient

Et l'école publique ne fut plus jamais la même...

Le gouvernement québécois faisait sienne en 1961 la Grande Charte de l'éducation

Il y a 50 ans, le gouvernement a adopté la Grande Charte de l'éducation, qui instaurait la gratuité scolaire et lançait les travaux de la Commission royale d'enquête sur l'éducation. Bilan avec le sociologue Guy Rocher, l'un des auteurs du rapport Parent, qui fut l'une des bougies d'allumage de la Révolution tranquille.

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

«Je ne pensais pas que ça allait durer cinq ans», reconnaît aujourd'hui Guy Rocher, à propos du moment où il s'est engagé dans la Commission royale d'enquête sur l'éducation. Il ne s'attendait pas non plus à assister par la suite «à tant de changements et à un changement aussi profond et aussi rapide». Le sociologue admet avoir hésité lorsque Paul Gérin-Lajoie, alors ministre de la Jeunesse, a sollicité sa participation à la commission en 1961. «Le mandat était tellement vaste, parce qu'on devait faire des recommandations sur l'ensemble du système d'enseignement, y compris son financement, ses structures administratives, son développement pédagogique, etc.» Ainsi, le rapport Parent sera présenté en trois étapes et les démarches s'étaleront jusqu'en 1966.

«Pour moi, le grand scandale, dès le début, c'était d'apprendre que le Québec était l'une des provinces les moins scolarisées [...] et que les francophones, au Québec, étaient une population sous-scolarisée.» La commission stimulera de profonds bouleversements et démocratisera l'enseignement, mais Guy Rocher précise qu'elle «n'opérait pas dans le vide». «Dans la population québécoise, il y avait déjà un changement d'attitude à l'endroit de l'éducation, une prise de conscience qu'il fallait aller au-delà du primaire. Il y avait donc une poussée de la part des parents pour envoyer leurs enfants au secondaire.»

La première recommandation, pour la création d'un ministère de l'Éducation, «a été reçue à bras

ouverts». Par contre, M. Rocher sait «que Paul Gérin-Lajoie et Jean Lesage ont eu à négocier certaines choses avec l'épiscopat, parce que les recommandations du rapport Parent mettaient l'Église et les évêques complètement en dehors du système d'éducation, alors qu'ils l'avaient en main depuis près d'un siècle.»

Le deuxième rapport reçoit aussi un écho favorable de la part du gouvernement. La création des polyvalentes se collait parfaitement à l'élaboration, déjà engagée, des commissions scolaires. Celle des iconoclastes cégeps, par contre, se butait à la méfiance de certains ministres. «Comme le collège classique avait été le lieu de formation de l'élite canadienne-française et que c'était encore elle au pouvoir, c'était très difficile à faire accepter.» Le gouvernement de Daniel Johnson, qui semblait pourtant annoncer le retour d'un conservatisme, poursuit la démarche et rend opérationnels les cégeps en 1967.

L'enseignement s'enrichit de manière considérable et nul doute que le rapport Parent a fait réaliser un bond de géant au système d'éducation, voire à la société québécoise dans son ensemble. «C'est la grande clé qui a ouvert la Révolution tranquille et qui a fait que le Québec a été ce qu'il a été au cours des cinquante dernières années.» Au premier chef, les femmes constituent, à son avis, les grandes gagnantes de ces réformes. «En 1960, ce n'étaient que quelques centaines de filles qui avaient la chance d'aller au collège classique, fait-il remarquer. Le mouvement féministe a pu bénéficier du fait que les filles ont eu accès, tout à coup, à l'enseignement postsecondaire.»

Des chapitres à réécrire

N'empêche, lorsqu'il relit aujourd'hui le rapport, avec cinq décennies de recul, il ne peut s'empêcher de se dire que certains chapitres auraient mérité une réécriture. Celui sur l'école française pour les immigrants demeure l'un de ceux-là. Durant les travaux de la commission, les

membres ont constaté que les classes des écoles catholiques anglaises s'avéraient de moins en moins remplies par les Irlandais, mais plutôt par les enfants d'immigrants.

Se ralliant à l'argument que le sujet était d'ordre politique et dépassait le mandat de la commission, les membres ont tout de même rédigé «qu'il faudrait inciter les immigrants à envoyer leurs enfants à l'école française. C'est tout ce qu'on a été capable de dire. Donc, c'est clair qu'on ne disait rien. C'était un vœu pieux», considère M. Rocher, qui admet encore éprouver un «malaise» à propos de ce passage. Peu de temps après la commission, en 1968, la crise linguistique a éclaté dans le milieu scolaire de Saint-Léonard, alors que la communauté italienne réclamait davantage d'enseignement en anglais.

Mais le chapitre du rapport Parent qui lui torture encore le plus l'esprit demeure sans conteste celui sur les écoles privées. «Le rapport Parent n'a pas été assez ferme là-dessus. On a voulu créer un système unifié, mais on a laissé un petit écart à cause de notre tradition d'écoles privées. C'est une erreur que je regrette aujourd'hui. Quand je relis ce chapitre du rapport, je revis nos discussions et toutes nos hésitations. Je vois entre les lignes ce qu'on voulait dire et ce qu'on n'a pas dit. On aurait dû dire que les écoles privées devaient être entièrement privées, c'est-à-dire entièrement aux frais des parents. Point.»

Il se désole devant ce que cette timidité a engendré aujourd'hui. «Ce que nous avons maintenant, c'est un système à deux vitesses, parce que nous avons laissé se développer un enseignement privé qui n'est privé que de nom, quand en réalité il est subventionné [...] par les fonds publics. Cela a fait en sorte que l'école secondaire publique n'a pas connu le développement qu'elle aurait dû connaître.» Il ajoute que, en permettant la sélection

de la part des écoles privées, «on prive le système public de ceux qui seraient motivants pour les autres».

Revaloriser l'école publique

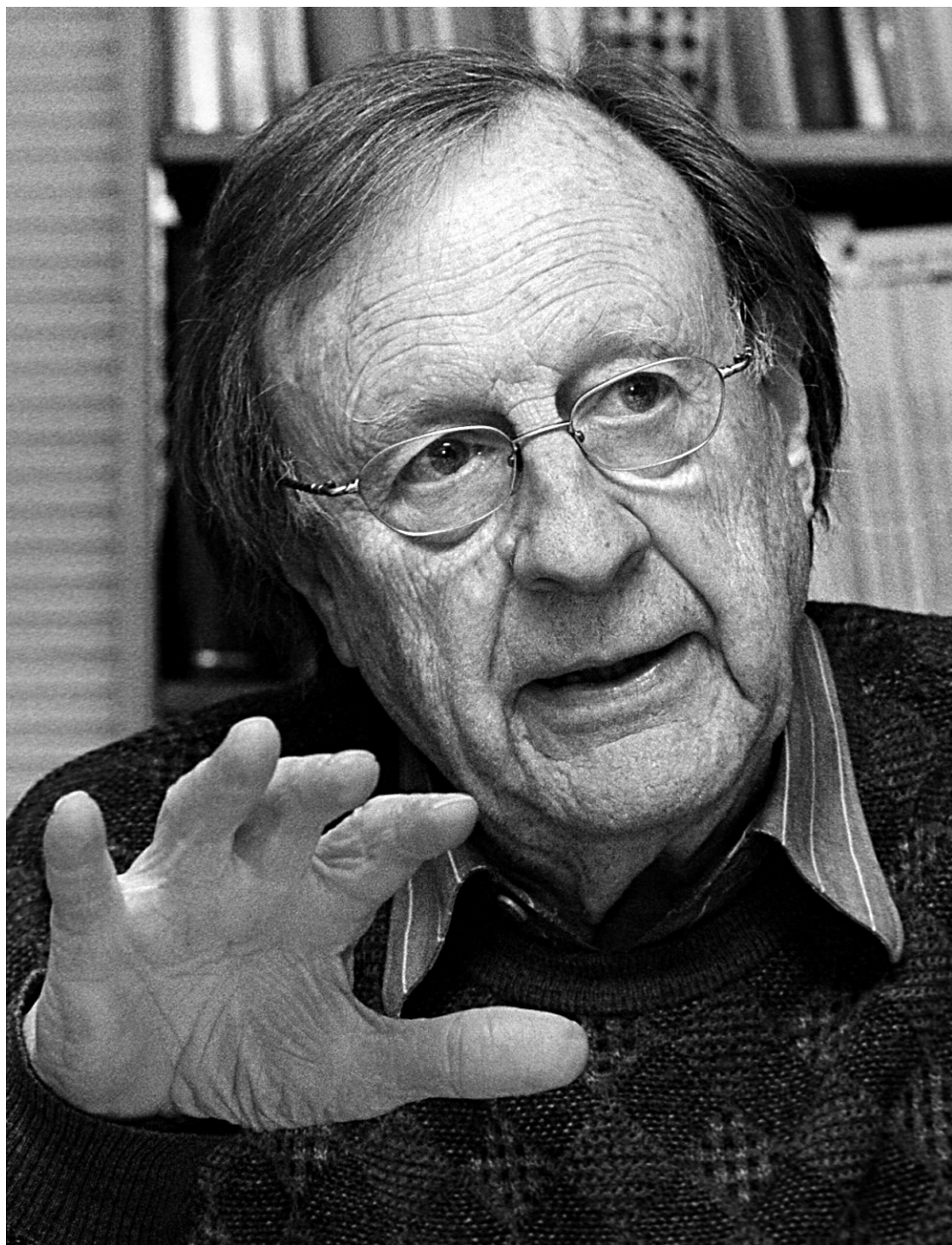
Guy Rocher en appelle donc à «revaloriser l'école publique» devant la concurrence que les établissements privés affichent avec leur batterie de publicités alléchantes. «Je crois qu'il ne faudrait pas s'engager dans des coupes comme on est en train de le faire», déplore-t-il, alors que des compressions de 180 millions sont imposées au portefeuille du ministère de l'Éducation pour l'année en cours.

«Il faudrait absolument accorder au système public, au secondaire particulièrement, une attention nouvelle, des fonds nouveaux et lui redonner sa vocation d'enseignement à la fois générale ainsi que technique et professionnelle», comme l'avait suggéré le rapport Parent et qui a été effective jusque dans les années 80, clame celui qui considère qu'«on a aujourd'hui des polyvalentes qui ne sont presque plus polyvalentes».

Or cet abandon du caractère polyvalent, avec ses ateliers et ses laboratoires, serait selon lui une cause importante du décrochage scolaire actuel. «C'est en partie ce qui fait le succès des cégeps, d'avoir gardé cette vocation à la fois générale et professionnelle», compare-t-il.

Malgré les critiques et les remises en question, il s'étonne «qu'on n'ait pas développé une certaine fierté au sujet de notre système d'enseignement». Il assure que d'autres provinces lorgnent, entre autres, notre modèle des cégeps, pourtant régulièrement remis en question. «On nous envie ces systèmes-là. Maintenant, on n'en fait pas nous-mêmes l'éloge. Je trouve qu'il y a une sorte de gêne devant ce qu'on devrait considérer comme un succès.»

Le Devoir



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Le sociologue Guy Rocher est l'un des auteurs du rapport Parent sur l'éducation.

Je me souviens...

- ... de mon prof de préscolaire
- ... de mon prof de 4^e année
- ... de mon prof d'histoire
- ... de mon prof d'alphabétisation
- ... de mon prof de mécanique
- ... de mon prof de...

D'hier à aujourd'hui, les enseignantes et les enseignants touchent positivement le quotidien de notre société québécoise.

Le SERL revendique tous les jours qu'ils puissent le faire dans les meilleures conditions qui soient!



Téléphone : 450 978-1513
www.sregionlaval.ca

Choisir l'école publique...

pour une société instruite, plutôt qu'élitiste.



Alliance des professeures
et professeurs de Montréal

ÉCOLE PUBLIQUE

Fédération québécoise des directions d'établissements d'enseignement

La spécificité d'une école repose sur son projet éducatif

« Revaloriser l'école publique, c'est d'abord valoriser le personnel qui y œuvre »

L'école publique a bien besoin de revalorisation, et une petite tape dans le dos serait la bienvenue. Pourtant, les gens qui y travaillent ne baissent pas les bras, et c'est avec passion que la présidente de la Fédération québécoise des directions d'établissements d'enseignement, Chantal Longpré, nous parle de ce qui devrait être un trésor national, propriété de toute la population.

MARIE-HÉLÈNE
ALARIE

Pour un second mandat à la présidence de la Fédération québécoise des directions d'établissements d'enseignement, Chantal Longpré représentera encore durant trois ans les directeurs d'écoles publiques et les adjoints, au primaire comme au secondaire, à la formation professionnelle ainsi qu'à l'éducation des adultes, et ce, un peu partout au Québec.

Cette fédération, qui fêtera son 50^e anniversaire en 2012, travaille durement à faire reconnaître la profession de direction d'école. « Une profession mal connue et pas assez visible », raconte Mme Longpré, « mais aussi une profession pas reconnue parce qu'elle ne s'acquiert pas avec l'obtention du baccalauréat, puisqu'on n'est pas un directeur d'école, mais qu'on le devient après avoir été enseignant. »

S'il est admis que ce soit la direction qui donne sa personnalité à un établissement, elle ne le fait pas toute seule. « Le directeur est responsable, oui, mais avec toute son équipe, ainsi qu'avec les parents et avec la collectivité, de la vision qu'il veut donner à l'école. Il faut que tout le monde participe, parce qu'une direction d'école toute seule n'ira pas bien loin », dira Mme Longpré.

D'un quartier à l'autre

Une école publique appartient à un quartier et à sa collectivité.

Elle prend le pouls du milieu dans lequel elle évolue, à travers les gens qui la composent et ses interventions quotidiennes auprès de ces personnes. Une direction d'école devient alors le pivot autour duquel tout gravite: le CLSC, les services municipaux, les enseignants, les parents et les enfants. En ce sens, la direction est en mesure de récolter beaucoup d'informations provenant d'un grand nombre de groupes. La direction d'école peut ainsi définir sa mission en fonction même des besoins de la communauté qui l'accueille.

Le projet d'éducation dont s'est doté le Québec au milieu des années 60 repose sur une école publique accessible à tous. « Pour ma part, le premier geste que doit poser toute société, c'est de s'assurer de scolariser ses jeunes; nous, au Québec, c'est à travers l'école publique qu'on le fait le mieux parce que cette école est disponible pour tous », assure Chantal Longpré.

Mais cette école que tous souhaitent voir demeurer si inclusive, souffre aujourd'hui d'étouffement chronique et arrive mal à remplir sa mission. Donne-t-on à l'école publique tous les moyens pour qu'elle s'épanouisse? « Non, les moyens ne sont pas suffisants », affirme Mme Longpré. « On doit obéir à certaines façons de faire, à certaines pratiques qu'on a voulu appliquer uniformément. On s'est alors retrouvé avec une école sans ressources. Je pense entre autres aux élèves (en difficulté, aux nouveaux arrivants) qui sont mainte-

nant intégrés et aux ressources qui n'ont pas suivi cette intégration. L'école n'arrive plus à faire son travail: instruire, socialiser et qualifier, parce que l'école a des ambitions, mais n'a pas suffisamment de ressources pour les réaliser. »

Public contre privé

Si la totale accessibilité à l'école publique est sa plus grande qualité, c'est aussi un gros caillou dans sa chaussure. Comment ne peut-elle pas souffrir la comparaison avec sa concurrente l'école privée? Mais voilà justement où réside le problème: à cause de son très vaste mandat, l'école publique ne peut pas être comparée au secteur privé. « L'école publique possède sa réalité et ses particularités. Elle devra toujours exister en tant qu'école ouverte qui accueille tout le monde. Ce qui se passe actuellement, c'est qu'on ne donne pas à l'école publique la même chance qu'à d'autres écoles. Les ressources n'étant pas les mêmes, l'école publique présentement assume énormément. On n'a qu'à penser aux services de garde qui sont maintenant dans les écoles. Tout ça a nécessité des aménagements physiques, des aménagements humains incroyables. On reconnaît son existence en disant que l'école publique, c'est pour tout le monde, mais en même temps on vient la concier avec des attentes qui sont souvent grandes et qui ne répondent pas toujours à la réalité de chacune des écoles », insiste Chantal Longpré.

Si le besoin d'argent est criant dans le domaine de l'éducation publique, on se questionne aussi sur les façons dont les budgets sont attribués. « Dans une même commission scolaire, on retrouve un milieu très favorisé alors qu'un autre sera défavorisé, les besoins n'y sont pas les mêmes », explique Chantal Longpré. Dans un mi-



Une classe de l'école secondaire Pierre-Dupuy, à Montréal

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

lieu je vais avoir besoin de ressources professionnelles plus spécialisées, plus pointues, puis ailleurs ce sera autre chose qui ne conviendrait pas du tout aux deux en même temps. Nous, les directeurs, ce qu'on souhaite, c'est que chaque école qui est unique soit reconnue comme telle. »

Projet éducatif

Le projet éducatif appartient en propre à chacune des écoles. Ce projet varie selon les collectives en reconnaissant le caractère unique de chaque école. « Il faut donc s'assurer que l'école réponde le mieux possible aux besoins des enfants qui se trouvent dans la collectivité de l'école. Il faut que l'école se rapproche de sa communauté si elle veut se valoriser encore plus. Plus l'école va ouvrir ses portes et plus la collectivité va entrer dans l'école, plus on va trouver intéressant et valorisant d'appartenir à cette école pu-

blique », explique Mme Longpré.

Depuis quelques années, afin de s'assurer de la stabilité de la clientèle, les écoles secondaires publiques ont vu plusieurs projets spéciaux faire leur apparition. On pense aux programmes sport-études ou aux autres axés sur la musique ou la danse. Chantal Longpré trouve ces projets fort intéressants, mais précise « qu'il faut faire attention à ce qu'ils ne deviennent pas des endroits fermés ou des ghettos où les élèves n'ont pas conscience de ce qui se passe à l'extérieur ». Elle aurait plutôt tendance à encourager des programmes avec des critères minimaux ayant pour base les intérêts et non les compétences des enfants pour une discipline.

Aujourd'hui, l'école publique fait face à des défis titanesques. Continuer à garder cette école vivante est primordial afin que tous prennent conscience du rôle

qu'elle joue dans la société. Un des moyens d'y parvenir, c'est de la revaloriser constamment. Pour ce faire, Chantal Longpré nous laisse des pistes de solution: « Je dirais que revaloriser l'école publique, c'est d'abord valoriser le personnel qui y œuvre, entre autres les enseignants, et donner une place réelle aux élèves. Je n'arrêterai jamais de croire en l'école publique, son héritage et son potentiel sont à renouveler sans arrêt. Pour qu'elle demeure présente, il faut qu'elle devienne de plus en plus forte, il faut reconnaître que chaque école est unique, il faut maintenant que, à l'ère d'Internet, on pense aller là où se trouvent les élèves, c'est-à-dire sur les réseaux sociaux. L'école a besoin de s'ajuster aux réalités de la société... Mais tout est une histoire de moyens, de responsabilités et d'autonomie. J'ai espoir qu'on y arrive... »

Collaboratrice du Devoir

Profession : directeur d'école

« Tout seul dans une école, un directeur ne peut rien faire »

Carl Vézina entame une douzième année à l'école primaire Chanoine-Joseph-Théorêt

Pivot central entre les élèves, les professeurs, les commissions scolaires, les parents et la collectivité, le directeur d'école joue un rôle de premier plan pour amener les élèves vers la réussite. Il doit savoir lire les besoins de son milieu et communiquer sa vision à son équipe: un défi de taille qui se vit au quotidien dans les milliers d'écoles du Québec.

JESSICA NADEAU

Ferland chantait *Ya pas deux chansons pareilles*. Pour Carl Vézina, il faudrait plutôt adapter le refrain: « Ya pas deux écoles pareilles ». Selon son milieu, sa collectivité, sa clientèle aussi, chaque école est unique, estime le directeur d'école. Et, au cœur de chaque décision, il y a l'élève, ses besoins et le désir de l'amener vers la réussite.

« C'est sûr que le côté administratif prend beaucoup de place, mais, pour être un bon directeur, il faut être un bon pédagogue. Il faut que ça transparaisse dans notre gestion. Parce que prendre des décisions administratives, sans voir en arrière-plan l'aspect pédagogique, je ne pense pas que ça puisse marcher. Il faut toujours avoir les élèves à cœur et au premier plan. »

Entamant sa douzième année au sein d'une équipe de direction, Carl Vézina œuvre aujourd'hui à l'école primaire Chanoine-Joseph-Théorêt, dans le sud-ouest de Montréal. Pour lui, c'est une véritable vocation. « En travaillant en éducation, j'ai l'impression de faire un travail qui a du sens, d'apporter une contribution non seulement à tous ces élèves, mais à la société en général. »

Celui qui a longtemps enseigné la science au secondaire est devenu directeur parce qu'il voulait « pouvoir faire des changements » dans une école. Il voulait s'engager et dépasser le cadre de sa classe. Il a été servi. Car, aujourd'hui, il touche à tout: gestion du bâtiment, rencontres avec la collectivité, les professeurs, les parents, gestion des finances et des ressources humaines. Et le plus important de tout: la gestion pédagogique.



SOURCE FQDE

Carl Vézina, directeur de l'école primaire Chanoine-Joseph-Théorêt, dans le sud-ouest de Montréal

« Si on veut voir aux besoins des élèves pour qu'ils réussissent dans leurs apprentissages, ça prend une cohérence dans ce que l'équipe-école fait. Ce n'est pas juste de voir à ce que chaque enseignant fasse bien son travail dans sa classe, mais de s'assurer qu'il y ait une certaine cohérence entre les classes, et même entre les cycles. »

Une école, une vision

Cette cohérence passe par la vision du directeur d'école qui définit, en concertation avec les acteurs du milieu, les besoins des élèves et la direction commune que prendront les enseignants pour répondre à ces besoins. C'est là l'un des plus grands défis du directeur d'école.

« Tout seul dans une école, un directeur ne peut rien faire, il faut qu'il ait son équipe derrière lui. Et, malgré le fait que je suis leur supérieur immédiat, je ne peux pas les forcer à accepter cette vision. Il faut plutôt que j'arrive à motiver mes troupes et, si elles adhèrent à ce que je veux bâtir avec elles, à ce moment-là, c'est gagné, on va arriver aux résultats qu'on souhaite. »

Il y a autant de visions qu'il y a d'écoles, estime Carl Vézina. Et, dans chaque école, tout doit être pensé et articulé autour de cette vision, qu'on pen-

se à l'achat de matériel ou aux séances de perfectionnement des professeurs. Il faut toujours s'assurer que cela sert à l'élève, à ses besoins spécifiques, précise-t-il. « Il ne suffit pas de dire, par exemple: "Je voudrais que mon école soit axée sur les arts". Il faut savoir pourquoi on veut faire ça et comment ça peut rendre service à nos élèves. »

La gestion au quotidien

Au quotidien, le boulot d'un directeur d'école est fait d'imprévus. « On a un plan de travail pour la journée, pour la semaine, mais il faut toujours composer avec l'imprévu, c'est la règle numéro un », observe avec humour Carl Vézina.

Trois enseignantes sont prises dans un bouchon de circulation à quelques minutes du début des classes? C'est lui qui prend le dossier en charge pour trouver des remplaçantes au pied levé. Une maman oublie de venir chercher sa fille à l'heure du midi? C'est à son bureau qu'on appelle. Une fuite d'eau est signalée dans la toilette des garçons au premier étage? Il doit en être avisé et prendre les dispositions nécessaires.

« Je peux aussi arriver un matin et un parent m'attend au secrétariat, il est très en colère et veut me parler. Même si j'avais une rencontre prévue avec une enseignante, il va falloir que je gère le parent en premier. »

Cette relation avec les parents n'est pas toujours facile, car souvent c'est le directeur qui reçoit les foudres de ceux-ci pour des décisions qui ne lui appartiennent pas et qui proviennent des instances gouvernementales.

Mais Carl Vézina ne s'en formalise pas, « ça fait partie du boulot », rigole-t-il. Et il essaie de rester très disponible pour expliquer ces changements aux parents. « Souvent, le dernier contact des parents avec l'école remonte à l'époque où ils y étaient eux-mêmes, et ils font souvent référence à cette époque. C'est sûr qu'ils ont parfois de la difficulté à s'y retrouver, surtout quand on est arrivé avec l'évaluation des compétences... »

La gestion de la réforme a été tout un défi pour Carl Vézina, d'autant plus qu'il a dû mettre ses

propres convictions de côté pour suivre les directives du ministère. « C'est un double défi. Premièrement, le changement, c'est toujours difficile, même quand c'est bien planifié. Mais l'autre défi, c'est la façon dont ça a été fait, avec deux pas en avant, trois pas en arrière et un pas de côté. C'est difficile quand le ministère modifie son plan en cours de route. Et c'est plus difficile, comme direction d'école, de venir justifier ça auprès de son équipe par la suite. Ça a été — et c'est encore — difficile. »

Reconnaître l'autonomie du directeur d'école

À la Fédération québécoise des directions d'établissements d'enseignement (FQDE), la présidente, Chantal Longpré, estime que les professeurs devraient être évalués afin de maximiser les chances de réussite des élèves, un débat qui a fait les manchettes récemment.

« Je ne comprends pas aujourd'hui qu'on ne soit pas encore à évaluer nos pratiques, à revoir nos façons de faire. On a tout intérêt à se mettre en mode d'évaluation pour pouvoir faire avancer nos pratiques. »

Pour elle aussi, la direction d'école est une vocation. Mais elle affirme que c'est de plus en plus difficile de diriger une école, avec toutes les nouvelles contraintes qui affluent du ministère et des commissions scolaires. « Je considère que, lorsqu'on embauche un directeur d'école, on devrait faire confiance à son autonomie de gestion. C'est un professionnel du monde de l'éducation. Le directeur d'école est prêt à avoir une liberté de gestion, mais on ne lui reconnaît pas cette liberté. »

Mais Chantal Longpré est confiante. Elle a l'impression que le message qu'elle porte depuis trois ans à la fédération commence à être entendu. « Il y a une conscience de plus en plus collective à l'effet que le point d'ancrage, le point central, c'est l'école. Et il va falloir qu'on reconnaisse l'autonomie pédagogique de chacune des écoles. Je pense qu'on va y arriver. »

Collaboratrice du Devoir

Collaborer, coopérer, consulter...
agir ensemble
pour l'élève

Vaudreuil-Soulanges

COMMISSION SCOLAIRE
DES TROIS-LACS
cstros-lacs.qc.ca

ÉCOLE PUBLIQUE

Des jeunes enseignants à l'école publique

La classe et l'université, ce sont deux choses bien distinctes!

« La première réunion parents-élèves est une étape dans la vie d'un enseignant »

Avec un baccalauréat en enseignement en poche, de nouveaux diplômés intègrent chaque année les rangs des quelque 43 500 enseignants au secondaire qui compte le Québec. Comment se passe leur formation? Est-elle suffisante pour répondre aux exigences et aux difficultés de l'enseignement dans les écoles publiques au Québec?

ASSIA KETTANI

Avec ses 700 heures de stages obligatoires, la formation à l'enseignement au secondaire a la double ambition de former des enseignants à la fois spécialisés dans un domaine d'enseignement et habitués à la réalité des salles de classe. D'une durée de quatre ans, la formation compte deux volets essentiels: un volet théorique d'approfondissement de la discipline choisie, que ce soit français, anglais, mathématiques, sciences et technologie ou autre, et un volet pratique avec des cours de psychopédagogie, de didactique et bien sûr des stages.

« À travers ces stages, de longueur et de complexité variables, nous voulons que les jeunes enseignants soient habiles et à l'aise dès la première année », explique Pascale Lefrançois, vice-doyenne aux études de premier cycle de la Faculté des sciences de l'éducation et directrice du centre de formation initiale des maîtres de l'Université de Montréal.

Alors qu'environ 80 à 85 % des diplômés en enseignement secondaire se retrouvent dans le secteur public, une partie de la formation est spécifiquement axée sur les problématiques vécues par les enseignants. Si, entre la violence, le décrochage, les drogues ou les problèmes de motivation, on accuse l'école publique de tous les maux, les programmes de baccalauréat en enseignement de l'Université de Montréal intègrent par exemple des cours sur les milieux défavorisés, les élèves à besoins particuliers, la diversité ethnoculturelle ou encore l'environnement social. Autant d'aspects spécifiquement liés au contexte de l'école publique et qui existent peu dans les milieux de l'éducation privée payante.

Sur le terrain

Mais la véritable formation, selon de nombreux jeunes enseignants, ne débute qu'après avoir quitté les bancs de l'université. « Nos programmes abordent ces questions. Nous tentons de leur donner les meilleurs outils. Mais quand les jeunes diplômés arrivent dans la réalité scolaire, c'est un défi pour eux. Le décalage entre ce qui est enseigné à l'université et la réalité sur le terrain est inévitable », souligne Pascale Lefrançois.



SOURCE ÉCOLE DE MORTAGNE
Pascale Étienne: « La gestion de cours ne s'apprend pas à l'université! Ce sont l'interaction avec les gens et la pratique qui sont importantes. »

Sont-ils prêts? Selon elle, devenir enseignant est aussi un apprentissage de terrain. « Tout ne peut pas être enseigné à l'université. Nous leur donnons le minimum nécessaire pour qu'ils puissent fonctionner correctement, mais il y a des choses qui doivent nécessairement s'apprendre sur place. L'enseignant qui n'a pas d'expérience peut encore développer ses compétences. »

Réalités

C'est un constat que peut confirmer Pascale Étienne, enseignante d'anglais à l'école secondaire De Mortagne, dont c'est la quatrième année d'expérience. « J'aurais aimé que, dans le cadre du baccalauréat, un ancien élève vienne nous voir pour nous dire que 90 % de ce que nous apprenons devra être mis de côté et qu'il faut utiliser notre pouvoir d'adaptation, de créativité. La gestion de cours ne s'apprend pas à l'université! Ce sont l'interaction avec les gens et la pratique qui sont importantes. »

Entre ce qui est appris à l'école et ce qui se passe réellement, il ne faudrait donc pas se laisser surprendre. « Certains cours présentent la gestion de classe version bonbon. Dans les cours, il y a des choses à prendre ou à laisser. Ça peut être de petites choses, comme un élève qui refuse d'enlever sa casquette. Que faire? Si on se butte contre l'élève, on s'épuise pour rien et on perd la bataille devant le reste de la classe. »

Et pour apprendre à faire face, il n'y a aucune recette miracle: seule l'expérience compte. « Chaque enseignant apprend à gérer les problèmes et la dynamique avec le groupe. C'est un apprentissage personnel. »

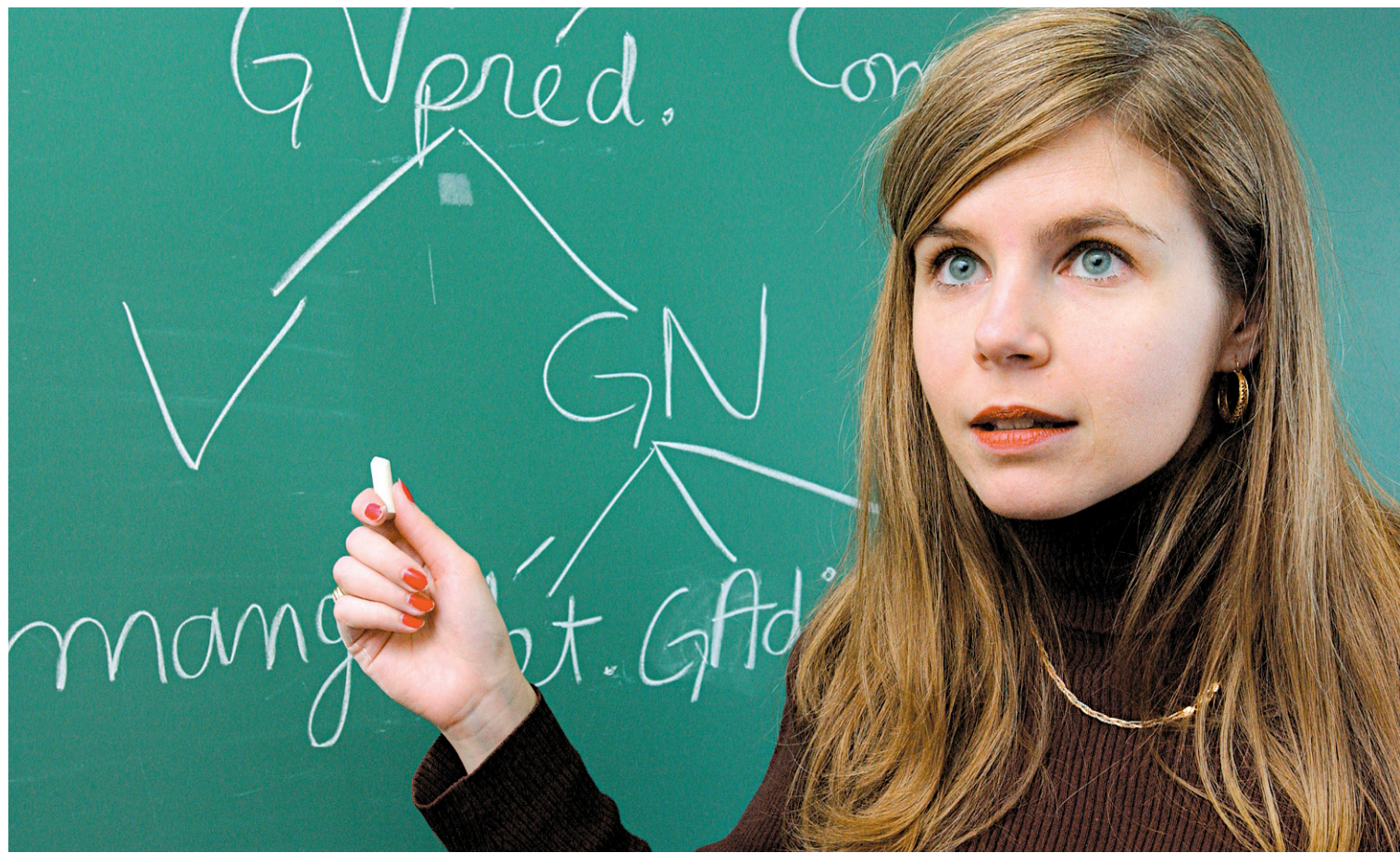
Arrivent les parents

Parmi les surprises les plus fréquentes des jeunes enseignants fraîchement débarqués: les relations avec les parents des élèves. « Les parents sont l'une des hantises des futurs enseignants. Ce sont des acteurs de première ligne dans la formation des élèves, or il n'y a pas de cours de relations avec les parents. La première réunion parents-élèves est une étape dans la vie d'un enseignant », avance Pascale Lefrançois.

Dans les écoles publiques, l'engagement et les attentes des parents peuvent être radicalement différents de ceux des écoles privées, où les parents paient pour envoyer leurs enfants à l'école. Et pour Tania Longpré, qui a enseigné au sein de la commission scolaire de la Pointe-de-l'Île pendant les deux ans qui ont suivi l'obtention de son diplôme, cette différence peut s'avérer cruciale. « Il arrive de rencontrer certains parents pour qui l'éducation n'est pas primordiale, qui ne présentent pas leur enfant à l'école ou alors qui ne connaissent ni le système scolaire, ni la langue. Dans ces cas, il est très difficile d'avoir un suivi avec les parents, alors que nous sommes conscients de l'importance de le faire. »

Frustrations

Mais la frustration vient surtout, selon cette jeune enseignante, de tout ce qu'on exige des enseignants et qui ne fait pas partie de leur champ de compétence. « Nous ne sommes pas psy-



Pascale Lefrançois, vice-doyenne aux études de premier cycle de la Faculté des sciences de l'éducation et directrice du centre de formation initiale des maîtres de l'Université de Montréal

choéducatrices, psychologues, infirmières, techniciennes en travail social, intervenantes ou mamans! Nous essayons d'enseigner du mieux qu'on peut, mais il faut laisser les enseignants enseigner! Il y a un besoin énorme de services aux étudiants. Il n'y a jamais assez d'aide, de psychologues, d'éducateurs, d'orthopédagogues, de soutien linguistique », lance-t-elle.

Est-ce suffisant pour décourager de jeunes enseignants? Malheureusement, c'est parfois le

cas. « Plusieurs de mes amis ont quitté l'enseignement au cours des premières années », confie Tania Longpré, qui a quant à elle choisi de suivre une nouvelle formation pour s'orienter vers la formation aux adultes. Pascale Étienne avoue pour sa part avoir « pensé changer de carrière chaque année », mais les difficultés n'ont pas réussi à ébranler sa foi.

Nécessaire adaptation

Les formations doivent-elles

évoluer pour mieux outiller les enseignants? Selon Pascale Lefrançois, c'est inévitable: la formation à l'enseignement ne cessera de s'adapter pour tenter de répondre à une réalité scolaire en constante évolution. « La formation à l'université est basée sur l'expérience passée. Or les jeunes enseignants vivent la réalité scolaire d'aujourd'hui. Nous sommes toujours à l'écoute des besoins des milieux scolaires pour y répondre. »

Et, quoi qu'il arrive, aucun enseignant, selon elle, ne peut prétendre tout savoir. « Nous cherchons à leur donner le plus d'expérience possible, mais c'est normal pour un enseignant de se poser des questions. Ce n'est pas parce qu'on a un bac qu'on est formé pour la vie. On n'a jamais fini d'apprendre, d'où l'utilité de la formation continue. »

Collaboratrice du Devoir



La Fédération des commissions scolaires du Québec

L'ÉDUCATION PUBLIQUE AU QUÉBEC

Des forces qui s'additionnent
Des succès qui se multiplient

WWW.DESFORCESQUISADDITIONNENT.CA



Mon école, je l'aime
publique!



SEMAINE
POUR

*l'école
publique*



DU 2 AU 8 OCTOBRE 2011

www.spep.ca

